

Un combat solidaire

Grand entretien avec Suzanne Loiseau

Jean-Claude Ravet

Number 820, Spring 2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/101351ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ravet, J.-C. (2023). Un combat solidaire : grand entretien avec Suzanne Loiseau. *Relations*, (820), 56–61.



Grand entretien avec SUZANNE LOISELLE

UN COMBAT SOLIDAIRE

Suzanne Loisel, membre des Sœurs Auxiliatrices, est une militante infatigable pour la justice sociale. Elle a été durant 30 ans directrice de L'Entraide missionnaire, un organisme de solidarité internationale soutenu par des congrégations religieuses. En reconnaissance de sa contribution citoyenne, elle a reçu en 2016 le Prix du Public pour la Paix à titre d'artisane et militante sociale de solidarité, justice et paix et, en 2018, la Médaille de l'Assemblée nationale du Québec. Jean-Claude Ravet l'a rencontrée pour Relations, sur une base amicale, au sujet de son parcours de femme et de religieuse engagée.

Tu es entrée chez les Auxiliatrices à la fin des années 1960. Peux-tu nous expliquer le cheminement qui t'y a conduite ?

Suzanne Loisel : La communauté des Sœurs Auxiliatrices, d'origine française et de tradition ignatienne, présente aujourd'hui dans 23 pays, a pour vocation de venir en aide aux plus démunis à travers le monde. Elle était installée depuis 1949 à Granby, où je suis née en 1943. J'ai connu cette communauté lorsque j'étais étudiante en pédagogie à l'École normale de Saint-Lambert, je devais avoir 17 ou 18 ans. C'est ma mère, qui faisait du bénévolat avec elles, qui leur avait suggéré de me contacter en apprenant qu'elles cherchaient des monitrices pour le centre de loisirs pour adolescentes La Flambée, où j'ai travaillé ensuite durant deux étés consécutifs.

C'est ainsi que j'ai appris à connaître les Auxiliatrices. Leur engagement social m'interpelait. C'est lors d'une retraite pour étudiantes animée par Christiane Sibillotte, une Auxi bien connue dans le milieu communautaire¹, que j'ai pensé à faire le grand saut dans la vie religieuse. Le cheminement qu'on appelle « vocation » est mystérieux quand on le regarde après coup, mais le discernement personnel et communautaire y joue un grand rôle. La spiritualité ignatienne que les Auxis partagent avec les jésuites nous apprend à chercher Dieu en toute chose, même dans ce qui semble en être le plus éloigné. La communauté des Auxis ne se définissant pas par une œuvre sociale ou pastorale déterminée, chaque personne était orientée selon sa formation et ses intérêts, en fonction des besoins du milieu dans lequel elle était insérée. Ainsi, une communauté pouvait être composée d'infirmières,

de travailleuses sociales, d'enseignantes, etc. J'aimais cette diversité complémentaire.

J'ai d'abord œuvré comme enseignante à la Commission scolaire de Granby, puis comme conseillère pédagogique en enseignement religieux. J'ai fait cela durant cinq ans, tout en étudiant au baccalauréat en théologie à l'Université de Montréal, après quoi j'ai entrepris des études de maîtrise en théologie. Ma recherche a porté sur la pédagogie de la conscientisation appliquée à la catéchèse au Québec, un peu dans l'esprit de Paolo Freire.

Après mes études, en 1975, je suis partie pour Sept-Îles rejoindre deux conceurs, Andrée Brosseau et Simone Bernier, la communauté ayant décidé d'étendre sa présence dans une région qui avait un urgent besoin de personnel dans les services publics (éducation, travail social, etc.).

Tu y as vécu dix ans, comme enseignante à la polyvalente Manikoutai et comme déléguée syndicale. Que retiens-tu de cette période de ta vie ?

S. L. : Cette période a été avant tout pour moi une extraordinaire école pratique de conscientisation et de sensibilisation aux enjeux sociaux et à l'analyse politique. Sept-Îles était alors une ville contrôlée par une compagnie minière, l'Iron Ore, dont les tentacules s'étendaient sur toutes les institutions. Par exemple, un commissaire scolaire, qui était aussi contremaître à la mine, pouvait remettre en question l'enseignement d'un professeur s'il jugeait celui-ci trop politisé. J'y ai appris, entre autres, comment des citoyens et citoyennes peuvent travailler ensemble pour avoir une parole publique et libératrice, capable de dénoncer et de proposer.

En 1976, nous avons vécu de façon euphorique l'élection du premier gouvernement du Parti québécois : le député de notre région avait été élu avec une très forte majorité. Jusque-là, tous les échelons politiques — municipal, provincial et fédéral — étaient contrôlés par des gens liés à l'Iron Ore. On commençait à sortir de cette emprise, et ce, grâce à un travail patient et combatif de la

base. Il y avait à Sept-Îles des personnes très militantes. Le Front commun de 1972 entre la CSN, la FTQ et la CEQ, ce n'était pas une simple vue de l'esprit là-bas ; nous en avons par ailleurs payé le prix lors de l'occupation de la ville par les grévistes. La répression a été forte, mais cette solidarité intersyndicale a perduré bien au-delà de ces événements. Elle était bien présente à mon arrivée. Comme déléguée syndicale, j'ai eu à me battre pendant des années pour des gens qui ont souffert des séquelles de cette grève afin qu'ils soient indemnisés, comme un enseignant de ma polyvalente, qui, avec d'autres grévistes, avait été gravement blessé après qu'un chauffard ait foncé sur les manifestants. Un dossier étoffé de la revue *Vie ouvrière*², fondée en 1951 par les Oblats et auquel j'ai collaboré, offre une bonne analyse des événements de 1972 et des mobilisations populaires qui en ont découlé.

Après ces années à Sept-Îles, tu deviens, en 1986, directrice de L'Entraide missionnaire, un organisme de solidarité internationale, poste que tu garderas jusqu'en 2017. Qu'est-ce qui t'a amenée à cet engagement passablement différent ?

S. L. : Après près de 20 ans de vie religieuse, j'ai fait ce qu'on appelle en jargon ignatien mon « troisième an ». Il s'agit d'un temps de réflexion et d'une retraite prolongée, jumelée à des stages à l'étranger, en vue de confirmer de manière définitive son engagement dans la vie religieuse. Généralement, pour les Auxis québécoises, le troisième an avait lieu en France. Mais moi qui ne m'enfarge pas trop dans les traditions, j'ai proposé autre chose. J'étais attirée par l'Amérique latine, qui vivait à ce moment-là des années exaltantes sur le plan de la réflexion politique et de l'engagement de l'Église dans les luttes contre l'oppression. En outre, mon engagement syndical à Sept-Îles m'avait conduite à participer activement à une campagne d'alphabétisation au Nicaragua. C'était l'époque de la révolution sandiniste, qui avait renversé la dictature sanguinaire de Somoza en 1979 et que menaçait la guérilla des Contras financés par les États-Unis.

CETTE IMMERSION EN AMÉRIQUE LATINE, SI COURTE FÛT-ELLE, M'A PERMIS D'APPROFONDIR LES LIENS ENTRE LA FOI ET L'ACTION LIBÉRATRICE, EN SOLIDARITÉ AVEC LES PERSONNES EXPLOITÉES.





Photo : Archives de L'Entraide missionnaire.

À ma grande surprise, on accepta ma proposition. Les Auxis étaient présentes en Amérique latine dans quatre pays : Mexique, Colombie, El Salvador et Nicaragua. Il a été convenu que je suive un cours d'espagnol au Mexique, à Cuernavaca, où je me joindrais à des sœurs mexicaines qui y amorçaient comme moi leur troisième an. J'irais ensuite dans une communauté vivant dans un bidonville de Mexico, puis dans une autre située dans un petit village près de Managua au Nicaragua. La date prévue de mon départ avait été fixée au 19 septembre 1985, le jour du terrible tremblement de terre à Mexico ! Aucun vol n'était possible ; on privilégiait les soins d'urgence et les avions étaient remplis de chiens pisteurs. Je suis arrivée à destination huit jours plus tard, dans une ville en ruine, sans électricité, et qui subissait toujours les contrecoups du tremblement de terre. Avant de partir à Cuernavaca, je fis partie d'une équipe d'urgence volante qui distribuait de l'eau potable à Mexico. Mon initiation a été intense.

Cette immersion en Amérique latine, si courte fût-elle, m'a permis d'approfondir les liens entre la foi et l'action libératrice, en solidarité avec les personnes exploitées. C'était tout un peuple qui témoignait de ces liens, à travers l'art, les chants et les célébrations au plus près de la vie. Cette expérience confirmait que c'était là le chemin que je voulais suivre.

À la fin du troisième an, j'ai exprimé le désir de poursuivre mon expérience au Nicaragua, mais ma communauté avait d'autres vues pour moi. De fait, dès mon retour au Québec, en août 1986, je rencontrais la directrice de L'Entraide missionnaire, Nicole Riverdy, qui avait retardé son départ de ce poste de plusieurs mois pour me le proposer. Le rendez-vous avait été planifié sans m'en avertir — on ne voulait pas perturber ma « retraite », semble-t-il. Je connaissais peu l'organisme ; je savais en somme qu'il s'agissait d'une coopérative de communautés religieuses dont la mienne était membre et qui œuvrait à la formation des missionnaires et à la sensibilisation du public aux enjeux du Sud. Lors de l'entrevue avec le conseil d'administration, un jésuite, en employant le jargon ignatien, m'a demandé quel était « mon sentir avec l'Église ». Je me suis dit : Suzanne, c'est ta chance de ne pas avoir le poste ! Je leur ai parlé de ma découverte d'un autre visage de l'Église au Nicaragua, d'une Église proche du peuple et des pauvres, de la théologie de la libération qui l'inspirait, de la critique à l'égard de la structure hiérarchique, de l'importance des rassemblements populaires et de l'espace laissé aux communautés de base pour redire leur foi à leur façon. Et j'en rajoutai, en exprimant comment l'Église d'ici me paraissait loin des enjeux sociaux et de la vie concrète des gens, que la théologie qui s'y pratiquait était à refaire pour qu'elle soit porteuse de sens, etc. Rien n'y fit : j'avais répondu à leurs aspirations et j'étais celle qu'ils voulaient pour le poste.

Tu as donc été directrice de L'Entraide missionnaire de 1986 à 2015 et, à ce titre, tu as contribué à de nombreux comités d'organismes dont L'Entraide était membre. Comment caractériserais-tu cette étape de ton parcours ?

S. L. : Pour résumer, je dirais d'abord que ce fut un formidable travail d'équipe, aux côtés de gens d'horizons culturels et théologiques différents et inspirants. Et puis, ce fut l'occasion d'un formidable réseautage avec les communautés religieuses et les organisations de la société civile d'ici et d'ailleurs dans le monde, donnant à connaître toutes sortes

**J'AI APPRIS À
SEPT-ÎLES COMMENT
DES CITOYENS
ET CITOYENNES
PEUVENT TRAVAILLER
ENSEMBLE POUR AVOIR
UNE PAROLE PUBLIQUE
ET LIBÉRATRICE,
CAPABLE DE
DÉNONCER ET DE
PROPOSER.**



Nixon Boumba, du Collectif Justice Mines en Haïti, et Suzanne Loiseau lors du Forum social mondial de Montréal en août 2016.

d'initiatives plus belles les unes que les autres et ayant la capacité de soutenir et d'alimenter l'engagement et les luttes sociales d'ici.

Parmi les moments forts à mettre au crédit de L'Entraide, il y a certainement le travail que m'a inspiré ma découverte de la théologie féministe de la libération, grâce, en particulier, à la théologienne brésilienne Ivone Gebara. Cette rencontre fut pour moi la révélation d'une façon nouvelle de dire sa foi, mais surtout d'élaborer une réflexion à partir du vécu des femmes — de leurs joies, de leurs luttes, de leurs souffrances et de leur marginalisation — et d'entreprendre une critique forte de la structure hautement patriarcale de l'Église. Cela a été l'occasion de relire les textes bibliques sous un jour nouveau. Lors de mes études en théologie, dans les années 1970, j'étais tombée à pieds joints dans la théologie de la libération : les théologiens comme Hélder Câmara, Gustavo Gutiérrez, les frères Boff, etc., en articulant les concepts avec la vie concrète des gens, nous permettaient de voir la vie, la foi et l'expérience en Église avec des lunettes différentes, qui ne masquaient pas les injustices, les conflits et les rapports de pouvoir. Mais cela dit avec tout le respect que j'ai pour ces théologiens, où étaient les femmes ? Elles étaient absentes de leurs réflexions.

J'ai connu Ivone Gebara par un heureux hasard lors de sa venue au congrès annuel de L'Entraide, en septembre 1989. J'en parle, parce que ce fut un moment marquant. Le congrès avait pour titre « Monde... Église... en mal de démocratie » et nous avions prévu d'inviter la secrétaire générale de la Conférence latino-américaine des religieux et religieuses (CLAR). C'était l'époque du bras de fer entre la CLAR et la Conférence des évêques d'Amérique latine (CELAM), laquelle avait interdit, en raison d'approches différentes, un

projet pastoral mis de l'avant par la CLAR. Celle-ci proposait une méthode de lecture de la Bible à partir de la vie en communauté que certains évêques influents du CELAM n'appréciaient guère. Craignant d'être convoquée à Rome pour une reddition de compte devant la Congrégation pour la doctrine de la foi, la religieuse en question avait demandé à Ivone Gebara de la remplacer. Ce fut le point de départ d'une riche collaboration sur la théologie féministe de la libération, dont Ivone est une figure marquante.

Ce congrès de 1989 est par ailleurs à classer dans les annales de L'Entraide pour une autre raison. La veille de la clôture, j'avais passé une partie de la nuit, avec quelques autres, dont Lorraine Guay, à rédiger une déclaration publique que nous espérons publier dans *Le Devoir*. Nous y dénoncions la montée de puissants courants conservateurs dans l'Église ; la condamnation de la théologie de la libération et la répression de ceux et celles qui s'en inspiraient ; la nomination d'évêques contre l'avis des milieux concernés ; la marginalisation d'autres groupes progressistes, ainsi que la mise au pas de la CLAR par le CELAM. Enthousiaste, Jean-Claude Leclerc, alors éditorialiste au *Devoir*, a fait paraître notre lettre accompagnée des noms de plus de 250 signataires, dont près de 150 religieuses et religieux, au lendemain de la clôture du congrès. Cette lettre, qui a été l'un des bons coups de L'Entraide missionnaire, m'a cependant valu, dès le lendemain, l'appel de supérieures générales, mandatées probablement par des évêques en désaccord avec notre prise de position. Pour la première fois, nous nous sentions, comme organisme catholique, dans le collimateur de la hiérarchie.

Parmi d'autres collaborations significatives, je soulignerais ma participation à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), dont L'Entraide



Dominique Peschard, Suzanne Loïselle, Marie-José Corriveau et Marcel Duhaime lors d'une vigile organisée par le Collectif Échec à la guerre pour le Jour du Souvenir (campagne du coquelicot blanc) à Montréal. Photo : Mercédez Roberge.

était membre, et à la Concertation pour Haïti. Concernant Haïti, il faut ajouter le Service Haïti auquel j'ai participé dès mon entrée à L'Entraide en 1986. Ce collectif, qui regroupait les communautés religieuses du Québec insérées en Haïti, avait été mis sur pied pour réfléchir à la fois à leur présence là-bas et à l'évolution du pays, qui sortait à peine de la dictature des Duvalier. La Conférence des religieux du Québec avait demandé à L'Entraide d'en assumer la coordination. Grâce à ces divers engagements, j'ai développé des liens particuliers avec Haïti et la diaspora haïtienne au Québec, ainsi qu'avec des réseaux internationaux solidaires d'Haïti.

Pour terminer, je ne peux passer sous silence mon engagement au Collectif Échec à la guerre, qui a pris, en 2002, le relais de la concertation *Comprendre et agir pour une paix juste*, née sous l'impulsion de l'AQOCI en 2001. Je savais quand j'ai quitté L'Entraide, en 2015, qu'il me faudrait assumer des responsabilités dans ma communauté — car, même à 74 ans, j'y étais la plus jeune! Mais je savais aussi que je resterais engagée à Échec à la guerre. C'était pour moi une priorité, car cet organisme touche à des enjeux de société majeurs qui me tiennent beaucoup à cœur, soit toutes les questions liées à la militarisation, aux guerres d'occupation, aux interventions militaires musclées, à la vente florissante d'armements, etc. Et c'est sans parler de la question du viol des femmes comme arme de guerre, ou du péril nucléaire qui plane sur nos têtes. Le travail du Collectif nous garde vigilants sur ces questions centrales en produisant des outils pédagogiques et de conscientisation — concernant, par exemple, le rôle guerrier de l'OTAN — et en animant une opposition citoyenne aux guerres, entre autres par la campagne annuelle du Coquelicot blanc, qui rappelle que les premières victimes des guerres sont les civils.

Tout dernièrement, « l'affaire Mont-Carmel » a fait les manchettes. Tu ne t'imaginais pas, en déménageant dans cette résidence privée pour aînés (RPA), au centre-ville de Montréal, avoir à y mener une autre lutte, n'est-ce pas ?

S. L. : En effet. En 2018, j'y ai rejoint mes sœurs qui y avaient élu domicile. Plusieurs connaissances de longue date issues des milieux chrétiens engagés socialement y vivaient aussi. La vie s'y annonçait belle et animée. Tout a toutefois basculé quand le nouveau propriétaire, Henry Zavriyev, presque aussitôt l'achat conclu, a envoyé aux résidents, le 31 janvier 2022, un avis d'éviction leur annonçant que la résidence cesserait d'être une RPA le 31 juillet suivant. Ce requin de l'immobilier achète des RPA et les transforme en immeubles locatifs, mettant fin aux services et haussant les loyers. Il a fait sa fortune ainsi, sur le dos des locataires évincés, dont des personnes âgées, mais il n'avait pas prévu cette fois-ci qu'il tomberait sur un noyau dur de personnes aguerries sur le plan des luttes sociales et de la défense des droits.

Nous avons contesté non seulement l'éviction, mais aussi la résiliation de la mission de la résidence. Car l'acte de vente notarié stipule noir sur blanc que le nouveau propriétaire doit maintenir la certification de RPA de l'établissement. Henry Zavriyev a conclu l'achat en toute connaissance de cause, mais il en a fait fi et a entrepris progressivement le démantèlement des services, pourtant requis par la loi, en plus de bloquer l'accès aux espaces communs.

Nous avons l'appui dans cette lutte d'une équipe de juristes compétents et nous bénéficions d'une solidarité citoyenne vraiment encourageante, sans parler du soutien indéfectible

**TOUTE MA VIE, J'AI EU
LA CONVICTION QUE
LA VIE EST UN COMBAT
SOLIDAIRE POUR
LA JUSTICE ET LE
RESPECT DES DROITS
DES PERSONNES LES
PLUS VULNÉRABLES.**

de notre députée, Manon Massé, qui a porté notre cause jusqu'à l'Assemblée nationale. Deux juges de la Cour supérieure ont émis une ordonnance de sauvegarde afin que le propriétaire assure le maintien du statut de RPA ainsi que les services correspondants à ce statut, et ce, jusqu'à ce que la Cour se prononce sur le fond du litige. Or, non seulement le propriétaire n'a-t-il pas obtempéré à l'ordre de la Cour, mais il a poursuivi le délestage des services (réceptionniste, sécurité, animation de loisirs), allant jusqu'à abandonner l'entretien de l'immeuble. La Cour vient de le citer à comparaître pour outrage au tribunal.

Mais plus largement, le collectif « Sauvons le Mont-Carmel » milite pour une nouvelle législation québécoise qui baliserait mieux ces milieux de vie conçus pour les personnes vieillissantes et les protégerait de façon plus adéquate. N'importe quel propriétaire peut, à l'heure actuelle, changer à sa guise les règles du jeu; il lui suffit de donner six mois de préavis, après quoi tout peut se défaire.

On ne peut plus continuer comme ça. Plus de 250 RPA ont déjà fermé leurs portes depuis deux ans au Québec.

Toute ma vie, j'ai eu cette conviction : la vie est un combat solidaire pour la justice et le respect des droits des personnes les plus vulnérables, et la retraite n'y change rien. Pour moi, cette perspective fait partie de l'ADN chrétien, si je puis dire. La tradition prophétique de la Bible, pour laquelle l'amour de Dieu, la solidarité avec les personnes opprimées et la lutte pour la justice ne font qu'un, nourrit ma foi et mon engagement. L'espérance porte à agir ou ce n'est pas l'espérance. ■

*Entrevue réalisée
par Jean-Claude Ravet*

1 – Voir Louise Leboeuf, « Hommage à une religieuse engagée », *Relations*, n° 796, juin 2018.

2 – « Sept-Îles, 10 ans après mai 1972 », *Vie ouvrière*, n° 162, juin 1982.

L'ESPRIT DÉMOCRATIQUE DU POPULISME

**LE JEUDI 23 MARS 2023
DE 15H À 17H**

à la Salle des boiseries de l'UQAM (local J-2805)
1455 rue Saint-Denis, Montréal.

CETTE ACTIVITÉ EST ORGANISÉE CONJOINTEMENT PAR LE SECTEUR VIVRE ENSEMBLE DU CENTRE JUSTICE ET FOI, LE CENTRE DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE SUR LA DIVERSITÉ ET LA DÉMOCRATIE ET L'ÉCOLE DES AFFAIRES PUBLIQUES ET COMMUNAUTAIRES DE L'UNIVERSITÉ CONCORDIA.

Avec :

FEDERICO TARRAGONI, sociologue et maître de conférences à l'Université Paris-Diderot. Il est l'auteur des ouvrages *L'esprit démocratique du populisme* (La Découverte, 2019) et *Émancipation* (Anamosa, 2021).

POUR PLUS DE DÉTAILS : CJF.QC.CA

